



HAL
open science

“ Populiste ” ou “ populaire ” ? Réflexions sur les résultats électoraux américain et français de 2024 et sur la déconnexion croissante entre l’espace médiatique et la vie réelle

Laurent Mucchielli

► **To cite this version:**

Laurent Mucchielli. “ Populiste ” ou “ populaire ” ? Réflexions sur les résultats électoraux américain et français de 2024 et sur la déconnexion croissante entre l’espace médiatique et la vie réelle. *Dogma*, 2024, 29, pp.102-119. halshs-04860680

HAL Id: halshs-04860680

<https://shs.hal.science/halshs-04860680v1>

Submitted on 1 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Populiste » ou « populaire » ? Réflexions sur les résultats électoraux américain et français de 2024 et sur la déconnexion croissante entre l'espace médiatique et la vie réelle

Laurent MUCCHIELLI (CNRS, France) ¹

Article paru dans *Dogma. Revue de philosophie et de sciences humaines*,
2024, n°29, p. 102-119.

Résumé : Les résultats électoraux américain et français de l'année 2024 font l'objet d'un traitement émotionnel et moralisateur particulièrement réducteur dans l'espace public, c'est-à-dire l'espace médiatique. Chez les journalistes comme chez nombre d'intellectuels intervenant dans les médias, la dénonciation du « populisme », symétrique de celle du « complotisme », interdit par avance toute véritable analyse. Elle conduit à se focaliser sur des personnes, en les diabolisant pour mieux les dénoncer et amalgamer à travers elles des centaines de millions de citoyens-électeurs. Cette moralisation et cette personnification empêchent de comprendre les motivations de ces électeurs, occultant notamment les dimensions socio-économiques de leurs votes, de même que le fait qu'il s'agisse souvent d'un vote de conviction. De même, elles discréditent par avance et « en bloc » tous les chapitres des programmes politiques annoncés, au risque de passer à côté de questions de plus en plus importantes dans la vie quotidienne, comme celle de la santé publique. Finalement, en remplaçant l'analyse par l'anathème, ces discours traduisent l'incapacité de la plupart des animateurs du débat public à penser la captation oligarchique et capitaliste du jeu démocratique dans les sociétés occidentales.

Mots-clefs : Populisme – Populaire – Elections présidentielles américaines 2024 – Elections législatives françaises 2024 – Démocratie – Oligarchie – Capitalisme.

¹ Sociologue, directeur de recherche au CNRS (Mesopolhis, UMR 7064, CNRS, Aix-Marseille Université et Sciences-Po Aix)

Introduction

« Ce divorce manifeste doit interroger un décalage qui s'accuse entre une profession journalistique largement parisienne, très homogène au plan social et politique et, partant, de plus en plus coupée de son public. Les rédactions et leurs responsables n'échapperont pas à une remise en cause. L'univers médiatique (...) se réfugie-t-il dans une stigmatisation militante des extrêmes au lieu de prendre en compte les maux qu'ils manifestent ? Choisit-il l'ivresse du maniement des statistiques à la description des réalités de terrain ? Enfin, les médias sont-ils le ferment ou le miroir de l'atomisation d'une société désormais incapable de se rejoindre même sur l'actualité ? »

(M. Baudriller, « médias : pourquoi les Français n'y croient plus », *Challenges*, 4 janvier 2019).

En France, le baromètre Kandar/La Croix interroge année après année la confiance des citoyens envers les médias. En 2023 (dernière édition publiée), les interrogés ne sont que 25 % à estimer que les journalistes sont « indépendants des pressions des partis politiques et du pouvoir » et 23 % à estimer qu'ils sont « indépendants des pressions de l'argent » (Kandar, La Croix, 2023, 17). Dans le même sondage de 2023, les interrogés indiquent également qu'ils auraient préféré qu'on leur parle moins des émeutes en banlieues et de la guerre en Ukraine, et par contre davantage de la question de la fin de vie et de la dégradation des services publics, qu'on leur parle davantage des réalités de leur vie quotidienne en somme. Surgit alors une hypothèse : tandis que les médias sont omniprésents dans la vie quotidienne des citoyens, contribuant largement à orienter leurs émotions et leurs raisonnements, le contenu des « informations » qu'ils véhiculent ne serait-il pas de plus en plus éloigné de la vie réelle des mêmes citoyens ? L'incapacité des journalistes, et de la plupart des commentateurs qu'ils sollicitent, à penser les succès électoraux de l'extrême droite en France comme la récente élection de Donald Trump aux Etats-Unis, invite à approfondir l'hypothèse.

Les médias français en campagne électorale

En France comme un peu partout en Occident, force est de constater que les médias n'ont pas *rendu compte avec neutralité* de la campagne électorale américaine, ils ont au contraire *fait campagne* contre le Républicain Donald Trump et pour son opposante Démocrate finale (Kamala Harris). Après avoir d'abord exalté le « *bilan reluisant* » de Biden (*Le Monde*, 7 mars 2024) et ses « *résultats excellents* » (*L'Express*, 19 février 2024), lorsque c'était encore le candidat Démocrate, ils ont simplement troqué un nom pour un autre et dressé ensuite un tableau idyllique de Mme Harris, une femme « *charismatique* », « *chaleureuse* » et « *connaissant très bien les dossiers* » (*Ouest France*, 26 octobre 2024), allant jusqu'à publier à son crédit des « *déclarations d'amour* » (*Slate*, 26 juillet 2024). En retour, les mêmes médias diabolisaient M. Trump, allant jusqu'à prédire à la veille des élections « *le chaos* » (*L'Express*, 5 novembre 2024). Ils s'offusquaient et dénonçaient également le soutien du milliardaire Elon Musk, fortement mis en scène par l'équipe de campagne de Trump, sans s'apercevoir que,

dans le même temps, un autre milliardaire extrêmement influent, Bill Gates, faisait un don de 50 millions de dollars à l'ONG organisant la campagne de Harris (*Forbes*, 23 octobre 2024). Au classement du nombre de « grands donateurs » soutenant les deux candidats, Harris bat du reste Trump haut la main, bénéficiant notamment du soutien financier de la Silicon Valley, ce qui n'est pas nouveau (Nardon, 2018, 184-186). Et tout ceci n'est pas une surprise au regard tant de l'évolution de la société américaine que de celle de sa classe politique. Le divorce entre les élites démocrates et les milieux populaires date au moins des années 1990 (les « années Clinton »), de même que leur rapprochement d'avec les milieux d'affaires et le monde de la finance (Franck, 2013 ; 2018)². Naomi Klein (2024) le résume à sa façon : « *Le Parti démocrate est perçu comme plus élitiste que le Parti républicain (...). Elon Musk échange avec les utilisateurs de Twitter, alors que les riches démocrates ne parlent à personne en dehors de leurs cercles. En 2016, j'ai écrit que le Parti démocrate ressemble à une fête à laquelle vous n'avez pas été invité. C'est une super élite qui a mis en scène un spectacle et pensait que les travailleurs s'y joindraient. Mais les gens se sentaient insultés et exclus. C'est ainsi qu'ils ont élu Trump* ». Raison pour laquelle elle appelle du reste la gauche politique et intellectuelle à se réapproprier le concept de « populisme » pour s'adresser de nouveau aux classes populaires.

L'aveuglement journalistique devrait être mis à l'épreuve du réel. « *Kamala arrive, Donald tremble* », titrait *Libération* à la Une et en énormes caractères le 22 août 2024. Et *L'Express* d'annoncer quelques jours plus tard la forte probabilité d'un « *raz-de-marée* » dans les urnes, Mme Harris s'appêtant à « *remporter tous les swing states* ». Or elle les a tous perdus, Trump remportant largement la victoire et donnant également une majorité aux Républicains tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat américains. Enfin, constatons que le fait que le vote des citoyens américains démente leurs analyses n'amène pas les journalistes à davantage de prudence et de retenue dans leurs jugements et leurs interprétations. On pourrait même parler d'une radicalisation du discours journalistique. Le 17 novembre 2024, le journal *Le Monde* annonçait purement et simplement « *le retour du fascisme en Occident* ». En cela, il ne faisait pas une analyse mais encore de la politique, reprenant à son compte un thème de fin de campagne de Mme Harris, ainsi que certains journalistes conservateurs l'ont rapidement repéré³. Ainsi la quasi-totalité de la presse n'a pas *informé* sur l'élection américaine, elle a en réalité *fait campagne* sur cette élection, s'auto-persuadant que Trump ne pouvait pas gagner parce qu'il ne *devait* pas gagner.

Une autre approche

A distance de ces partis-pris déformant le réel, nous proposons dans cet article d'examiner d'abord les résultats des sondages « sortie des urnes » renseignant sur le profil socio-démographique et sur les motivations des électeurs, en comparant l'élection de Trump en novembre 2024 avec les succès électoraux du Rassemblement National en France quelques

² Le parallèle s'entrevoit aisément avec le Parti socialiste français.

³ R. Dreher, « Kamala Harris Hires Hitler in His 'Second Career' », *The European Conservative*, 24 octobre 2024.

mois plus tôt (1). Nous discuterons ensuite la notion de « *populisme* », principal concept utilisé dans la sphère médiatico-politique occidentale pour stigmatiser les oppositions *populaires* aux gouvernements néo-libéraux, et nous nous demanderons dans quelle mesure cette attitude d'une partie des « élites » relève d'une forme de ce que Jacques Rancière appelle la « haine de la démocratie » (2). Au passage, nous montrerons que l'usage stigmatisant du concept de « populisme » est symétrique de celui de « complotisme » dans l'analyse de la crise du Covid. Dans les deux cas, il s'agit de concepts-écrans rabougrissant la pensée au lieu de la stimuler. Enfin, en prenant l'exemple de la santé publique dans le programme et les premières décisions de Trump, nous questionnerons l'incapacité des journalistes (et de la plupart des autres animateurs du débat public, y compris nombre d'intellectuels) à penser la captation oligarchique et capitaliste du jeu démocratique par les élites néo-libérales dans nos sociétés (3).

1. Les bases populaires des succès de Trump aux Etats-Unis et du Rassemblement National en France

Quels que soient les émotions qu'éveillent dans nos cœurs et nos esprits tel ou tel aspect des discours politiques (par exemple le racisme), le rôle des intellectuels n'est pas de se soulager ou de chercher à se distinguer dans et par la dénonciation, mais d'essayer de comprendre le réel, c'est-à-dire d'en rendre compte. Et pour y parvenir, il faut regarder les choses de façon froide, sans émotion, en sociologie électorale comme partout ailleurs en sciences humaines et sociales. Au demeurant, ceci n'empêche pas de contribuer par ailleurs à la lutte contre le racisme et la xénophobie en montrant, grâce aux recherches en sciences sociales, que ce racisme et cette xénophobie reposent sur des interprétations erronées et des connaissances tronquées au regard tant de l'histoire que de l'état actuel de la société française (Mucchielli, 2020).

1.1. Etats-Unis d'Amérique, présidentielle 2024

En 2024 comme en 2016 et en 2020, les trois principales chaînes de télévisions américaines ainsi que 90% de la presse écrite ont exprimé leur préférence pour Kamala Harris et parfois fait activement campagne pour elle. Au demeurant, la quasi-totalité des médias occidentaux ont adopté une attitude identique. On peut même parler d'une diabolisation de la figure de Trump, ce qui a pour effet de détourner la réflexion des causes (les motivations des plus de 150 millions de citoyens-électeurs, ce qui devrait être l'essentiel) vers la conséquence (la personnalité du candidat élu, ce qui devrait rester secondaire). Une telle fascination pour une personnalité individuelle ne saurait permettre de faire une bonne analyse des résultats de cette élection du point de vue des sciences sociales⁴. Certes, l'électorat de Trump 1) est un

⁴ Les sources sont les gros sondages (de 10 à 100 000 personnes interrogées selon les instituts de sondages) réalisée à la sortie des bureaux de vote et mis en ligne sur les sites Internet des journaux et des télévisions. Dans les commentaires, nous utilisons notamment eux accessible sur le site de CNN

peu plus masculin (55 % des hommes ont voté pour Trump, 53 % des femmes pour Harris), 2) est un peu plus âgé (il domine nettement chez les 45-64 ans qui représentent 35 % des votants), 3) est surtout le fait de « Blancs » : 57 % d'entre eux ont voté pour Trump, tandis que 86 % des « Noirs » ont voté pour Harris, la différence était faible dans les autres « groupes raciaux » (c'est le vocabulaire administratif étatsunien). Ces trois premiers constats supportent la plupart des commentaires lus et entendus après les élections (par exemple Fassin [2024]), sans doute parce qu'ils permettent d'amalgamer les électeurs et le candidat à travers la représentation négative du *vieil homme blanc raciste*. Dans les médias, fleurissent ainsi les articles dénonçant le « masculinisme », comme si c'était là le cœur de l'explication. Cette analyse a beau être à la mode, elle nous semble particulièrement réductrice. Elle tend d'abord à essentialiser ce qui ne sont en réalité que des tendances statistiques et des dominances relatives (les écarts sont rarement spectaculaires), en raisonnant de surcroît sur des moyennes générales qui simplifient abusivement le réel. Par exemple, si le groupe constitué par l'ensemble des « femmes » a bien voté davantage pour Harris, le sous-groupe constitué par les « femmes blanches » a voté majoritairement pour Trump, ce qui dément l'explication principale par le genre. De même, le fait que 90 % du sous-groupe « femmes noires » ait préféré Harris dit clairement que le genre n'est pas la seule variable en jeu. A vrai dire, à l'examen de l'ensemble des données de sondages, la variable « groupe racial » paraît nettement plus forte (c'est de toute évidence une « variable lourde » aurait dit Paul Lazarsfeld) que celle du genre ⁵. Ensuite cette analyse occulte les dimensions socio-économiques de ces élections, pourtant bien visibles dans les mêmes sondages.

Constatons d'abord que l'ancienne opposition entre Démocrates et Républicains selon le niveau de diplôme s'est inversée au cours des trente dernières années. En 2024, les électeurs titulaires de l'équivalent d'un Bac + 3 ont à 56 % pour Harris tandis que les autres ont voté pour Trump dans la même proportion, l'écart étant beaucoup plus important sur les électeurs sans diplôme. Le critère du diplôme « pèse » donc autant sinon plus que celui du genre. Ensuite, le critère du revenu monétaire confirme celui du niveau de diplôme. Tandis que Trump et Harris font à peu près jeu égal chez les moins fortunés, Trump arrive en tête dans les fractions supérieures des classes populaires et dans les classes moyennes, tandis que les citoyens les plus riches ont voté davantage pour Harris (51 % contre 47 lorsque les électeurs gagnent au moins 100 000 dollars par an). Enfin, cette opposition se traduit aussi spatialement, avec des écarts là encore bien plus importants que ceux du genre : Trump a fait de meilleurs scores dans les zones rurales (64 % contre 34 %) et les petites et moyennes villes (51 % contre 47), quand Harris a fait de meilleurs scores dans les grandes villes 60 % contre 38).

Toutes ces tendances étaient déjà marquées à des degrés divers lors des élections de 2016 et de 2020, mais elles se sont accentuées en 2024, du fait notamment du contexte économique. La présidence Biden a en effet été marquée notamment par une très forte

<https://edition.cnn.com/election/2024/exit-polls/national-results/general/president/0> et du *Washington Post* : <https://www.washingtonpost.com/elections/interactive/2024/exit-polls-2024-election>

⁵ Il faudrait pouvoir accéder aux bases de données et les analyser « toutes choses égales par ailleurs ».

inflation liée aux énormes dépenses publiques décidées à l'occasion de la crise du Covid puis de la guerre en Ukraine. Et cette inflation a été vécue très différemment dans la société américaine, pénalisant les bas salaires tandis que les catégories les plus riches augmentaient au contraire leurs revenus ou leurs bénéfices (pour les entreprises et leurs actionnaires) ainsi que leur consommation⁶. Et cet enjeu socio-économique (la paupérisation accrue d'une partie de la population, l'accroissement des inégalités) était quasiment aussi important que celui de l'immigration pour les électeurs de Trump, très loin devant celui de l'avortement sur lesquels se sont pourtant focalisés ses critiques. Tandis que 41% des électeurs de Harris considéraient que leur situation était meilleure que quatre ans auparavant et 43 % qu'elle était à peu près la même, 76 % des électeurs de Trump considéraient que leur situation économique s'était au contraire dégradée. Et sur la dernière année précédant l'élection, 76 % des électeurs de Trump estimaient que l'inflation leur a causé de graves difficultés lorsque la même proportion (78 %) des électeurs de Harris déclarent au contraire que l'inflation ne les a pas handicapés. Les écarts sont ici énormes.

Autres données de sondage impressionnantes (toujours bien plus que les critères démographiques) : tandis que 70 % des électeurs de Trump pensent que l'économie américaine va mal, plus de 90 % des électeurs de Harris pensent au contraire qu'elle va bien ; et tandis que 58 % des électeurs de Harris pensent que « les meilleurs jours de l'Amérique » sont à venir, 67 % des électeurs de Trump pensent le contraire.

Enfin, notons que les électeurs de Harris ont beaucoup plus souvent voté *contre* Trump (plutôt que *pour* elle) que l'inverse, que Trump est perçu massivement comme pouvant impulser de véritables changements de gouvernance, tout en étant également considéré comme une personne qui n'a pas un bon jugement (qui se trompe souvent par exemple) et enfin que Trump a capté la grande majorité des électorsats protestant et catholique là où Harris fait son meilleur score (71 %) chez les Sans religion. Pour toutes ces raisons, le vote Trump apparaît donc comme un vote de conviction, moins par enthousiasme débridé pour la personne que par adhésion à sa promesse de rupture d'avec la politique des élites néolibérales et à son conservatisme à tous points de vue (Araud, 2020). On ne saurait le comprendre si l'on escamote l'analyse des raisons socio-économiques mais aussi culturelles du rejet des « élites hédonistes libérales-libertaires » par les « gens ordinaires » comme nous en avait prévenu Christopher Lasch (1996) il y a trente ans.

1.2. France, Législatives 2024

En France, l'année 2024 a été marquée par deux élections (européennes et législatives) qui ont placé en tête le Rassemblement National. Aux élections législatives de juin 2024 (survenant après la dissolution-surprise décidée par E. Macron), un tiers des électeurs a voté pour un candidat RN ou allié, soit presque deux fois qu'en 2022, l'élection étant marquée par une forte mobilisation des électeurs (67 % de participation). Pour découvrir quelques raisons

⁶ « Les inégalités se sont aggravées aux Etats-Unis avec l'inflation », *Les Echos*, 25 octobre 2024.

de ce vote et filer la comparaison avec la situation américaine, observons les résultats de l'enquête Ipsos Talan (Ipsos, 2024a et b) ⁷. On y comparera également les résultats du RN, arrivé en tête, et ceux de la deuxième force politique issue de ce scrutin, la coalition de gauche qui a pris le nom de Nouveau Parti Populaire (NPF), sensée défendre les intérêts des milieux populaires.

D'emblée, on observe que, comme aux Etats-Unis, la différence hommes/femmes est en train de disparaître, 4 points seulement séparant leurs votes. Cette différence avait déjà disparu lors de l'élection présidentielle de 2017 (Amengay et *al.*, 2017). Redisons-le clairement, les commentaires déjà évoqués faisant du genre une variable clef du vote dit « populiste » ne sont pas ancrées dans la réalité.

Constatons d'abord que le RN arrive en tête chez les ouvriers (57 % versus 21), les employés (44 % versus 30) et les retraités (surtout ceux des classes populaires où le RN fait le double du score du NPF : 36 % contre 18), tandis que le NPF le domine au contraire dans les professions intermédiaires (35 % contre 31) et surtout chez les cadres (34 % contre 21). La même opposition se constate ensuite sur le critère du niveau de diplôme. Tandis que ce sont les plus diplômés (Bac + 3 et plus) qui ont voté pour le NPF (37 % contre 22), tous les autres ont voté beaucoup plus pour le RN, la différence maximale s'observant chez les personnes n'ayant aucun diplôme ou un diplôme inférieur au Bac, avec là encore un écart du simple au triple (49 % des électeurs sans diplôme ou avec un diplôme inférieur au Bac ont voté pour le RN, contre 17 % au NPF).

Comme avec l'électorat de Trump aux USA, on constate qu'en France les personnes déclarant avoir des difficultés financières orientent massivement leurs votes sur le RN (46 % des électeurs du RN déclarent « vivre sur ses économies ou à crédit », contre 29 au NPF) tandis que celles qui parviennent au contraire à « mettre de l'argent de côté » chaque mois ont voté beaucoup plus pour le NPF. De même, à la question « Etes-vous satisfait de votre vie ? », la moitié des répondants qui déclarent non voteront RN, contre un quart au NPF, les macronistes et la droite traditionnelle voyant leurs électeurs au contraire très majoritairement satisfaits de leurs vies. Rappelons ici que, comme aux Etats-Unis, la France a connu une forte hausse de l'inflation (+ 5 % en 2022-2023) à la suite de la gestion politique de la crise du Covid puis du soutien financier massif apporté à l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie. Et rappelons que cette inflation, qui concerne en particulier les prix de l'énergie et de l'alimentation (deux besoins de base qui occupent une place très importante dans le budget des classes populaires), cumulée à la politique fiscale du gouvernement, a entraîné une perte de niveau de vie chez les ménages les plus modestes (Abdouni et *al.*, 2024 ; Berr et *al.*, 2024). Il n'est donc pas surprenant que, comme aux Etats-Unis, la question du pouvoir d'achat ait été une forte motivation des électeurs, quasiment aussi importante à leurs yeux que celle de l'immigration, et nettement plus forte que pour les électeurs des autres principales formations politiques en compétition.

⁷ Réalisée pour France Télévisions, Radio France et Public Sénat du 27 au 28 juin 2024 auprès d'un échantillon représentatif de 10 286 personnes inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus.

Comme l'électorat de Trump aux USA, le vote français en faveur du RN est le plus fort en milieu rural et dans les petites et moyennes villes, tandis que le vote en faveur du NPF est supérieur dans les villes de plus de 200 000 habitants.

Enfin, il apparaît que le vote pour le RN est davantage un vote de conviction. C'est le vote que l'on pourrait dire le plus résolu, le sondage demandant depuis quand le choix du vote a été pris et les électeurs du RN s'avérant être les moins volatiles. En outre, les électeurs évoquant souvent un sentiment de « dépossession culturelle » (Faury, 2024), leur vote est peut-être à rapprocher du rôle des convictions religieuses, les croyants (surtout catholiques, mais même pour les autres religions) votant beaucoup plus pour le RN alors que le NPF domine au contraire chez les Sans religion. L'importance de cette variable religieuse est un constat classique en sociologie électorale (Dargent, 2004).

Il est temps de conclure cette première partie de l'analyse. En 2024, l'élection de Trump à la présidentielle américaine, comme le succès du RN aux législatives françaises, sont la conséquence d'un vote qui, d'une part est largement populaire au sens de classes populaires (ouvriers, employés, petites classes moyennes, retraités de ces professions) qui ont le sentiment de vivre de plus en plus difficilement, d'autre part est un vote de conviction (un « désir de politique » dit Rouban [2024]) en faveur de personnes perçues comme pouvant réellement changer un ordre des choses, un « système », au terme duquel les élites économique-médiatico-politiques sont perçues au mieux comme de simples « beaux parleurs » mis là pour le *décorum*, au pire comme agissant en fonction de leurs propres intérêts et non de ceux de la majorité de la population (Fourquet, 2019). Pour simplifier, on peut dire que c'est un vote populaire de rejet des oligarchies. En France, au-delà de la séquence politique de court terme ouverte en 2017 par l'élection puis la rapide détestation d'E. Macron, ce rejet s'enracine plus profondément dans des sentiments de relégation et d'abandon des milieux populaires, conséquence de l'histoire de la gauche politique française depuis le « tournant de la rigueur » en 1983 ainsi que des nouvelles et fortes inégalités socio-économiques et géographiques structurant le territoire national et déterminant de nouveaux rapports entre les centres et les périphéries (Guilluy, 2014 ; Crépon et *al.*, 2015), le tout médié notamment par la nouvelle variable qu'est le prix du logement au mètre carré déterminant « la valeur et la désirabilité du lieu de résidence des individus », ce que Fourquet et Manternach (2024) proposent d'appeler le « capital résidentiel ». Cette nouvelle ligne de fracture sociale, qui creuse silencieusement les inégalités en France depuis plusieurs décennies, a longtemps été occultée par la très médiatique « question des banlieues ».

2. La dégradation du « populaire » en « populisme » dans le langage des élites politico-médiatiques

Aux Etats-Unis, en France, en Europe, et finalement un peu partout dans le monde, le spectre du « populisme » apparaît dans la sphère politico-médiatique dès que se produit un mouvement social de grande ampleur contestant le pouvoir en place, et dès qu'un résultat

électoral vient déstabiliser les élites néo-libérales au pouvoir. Derrière l'extension continue des usages de cette expression se cache pourtant le simplisme de sa signification. Si le « populisme » est une expression à la mode, il peine en réalité à trouver une définition. Comme l'écrit Alexandre Dorna (1999) : « *c'est une figure polymorphe, énigmatique, devenue utile parce que personne ne sait précisément ce qu'elle signifie en réalité* », si ce n'est qu'elle procède d'une « désillusion démocratique » et d'une défiance envers les élites. Mais cette défiance est fondamentalement dégradée à travers une expression nourrie par la vieille représentation aristocratique d'un peuple ignorant et rebelle qui, au fond, ne veut pas rester à la place subordonnée qui serait *naturellement* la sienne (Cohen, 2010). Ainsi, le populisme, « *c'est l'événement et le terme politique de tous les dangers et un alibi injurieux pour tous les bien-pensants : partis politiques, parlementaires, élites intellectuelles, puissances économiques et responsables du grand chambardement de la globalisation* », dit encore Dorna (2005), ajoutant que « *on peut s'interroger sur la pertinence du populisme comme issue possible aux blocages des sociétés en crise, dans lesquelles le pouvoir du peuple est confisqué par les élites technocratiques et la puissance managériale* » (*ibid.*). Et de conclure : « *En somme, replacé dans sa propre logique, le populisme a autant de légitimité doctrinale que les autres courants idéologiques institutionnels cramponnés au pouvoir. Qu'ils soient de gauche ou droite, les différences ont cessé d'exister. C'est en cela que le populisme offre, parfois d'une manière intuitive et peu systématique (lorsque le cadre républicain lui fait défaut), une alternative à l'hégémonie néolibérale, fondée sur la seule politique représentative d'une démocratie confisquée par les oligarchies au nom des majorités* » (*ibid.*).

En France, les journalistes, les « éditocrates » (Chollet et *al.*, 2009) ainsi que nombre d'intellectuels usent et abusent de cette expression déconsidérante à l'endroit aussi bien de l'extrême droite que de l'extrême gauche (Tarragoni, 2019). Ils en ont également usé et abusé à l'endroit du mouvement des Gilets jaunes (Mucchielli, 2023, 133-142). En ce sens, l'usage de la catégorie « populisme » est semblable à celle de « complotisme » (Lordon, 2017 ; Martin-Lagardette, 2021 ; Mucchielli, 2022b ; Green, Fazi, 2023). Il y a là une *homologie structurale*, aurait dit Bourdieu (1991). Toutes deux font désormais partie du répertoire politique contemporain sinon de l'insulte, du moins du propos méprisant, permettant d'afficher son appartenance au « camp du Bien ». Dès lors, il devient logiquement de plus en plus difficile de s'en extraire.

Pour revenir au « populisme », Pierre Rosanvallon (2011) nous invite à élever le niveau de la réflexion, à « *avoir l'intelligence de son inquiétude, la science de son indignation et rejeter aussi bien le moralisme flou que le mépris hautain. Ne pas se limiter à une condamnation pavlovienne pour faire du mot 'populisme' un épouvantail qui ne serait pas théorisé, qui ne serait pas pensé. La question du populisme est en effet interne à celle de la démocratie. Ce n'est pas un parasitage extérieur, sa présence oblige à penser la démocratie pour mieux l'accomplir* ». Le principe est remarquable, la mise en œuvre un peu moins ⁸. Pour lui, le populisme consisterait en effet : 1) à opposer la notion mythiquement homogène de

⁸ Du moins dans cet article, son livre récent (Rosanvallon, 2020) est beaucoup plus riche et problématisant, nous y reviendrons.

« peuple » à celle d'« élites », 2) à rejeter la démocratie représentative au profit de la démocratie directe par référendum, 3) à ne penser la cohésion sociale qu'en termes identitaires, ce qui engendrerait fatalement la xénophobie. Or, il s'agit là aussi de simplifications abusives. Sur le premier point, l'opposition peuple/élites est *par définition* une représentation politique simplifiant la réalité d'une société toujours plus ou moins fragmentée. Le peuple est divers à bien des égards, et les élites aussi du reste. Charles Wright Mills y distinguait jadis trois cercles essentiels : la haute administration, les capitaines d'industrie et les militaires (Mills, 1969). Cette opposition n'en exprime pas moins une double réalité : d'abord le fait qu'une toute petite partie des citoyens prend les décisions collectives importantes qui s'imposent ensuite à tous les autres lors même que la plupart d'entre eux ne les ont pas souhaitées, ensuite le fait que cette toute petite partie des citoyens qui décident pour tous ont généralement des intérêts, des modes de vie et des représentations différents de la plupart des autres. Et il faut bien nommer cette double réalité, *a fortiori* si l'on souhaite en explorer les contours, les contenus et les mécanismes. L'opposition dominants/dominés, qui ouvre la recherche sur les mécanismes de cette domination, est par exemple au fondement de toute la sociologie de Pierre Bourdieu. Veut-on la jeter à la poubelle en la traitant de « populiste » ? Ce serait le meilleur moyen d'invisibiliser les questions sociales et démocratiques qu'elle pose, et que posent aussi à leur façon les révoltes populaires, qu'il s'agisse des émeutes urbaines ou d'un mouvement plus rural comme celui des Gilets Jaunes (Mucchielli, 2023a). Sur le deuxième point, Rosanvallon reproduit également la simplification qu'il critiquait. Certes, pour les leaders du mouvement des Gilets Jaunes, le RIC (référendum d'initiative citoyenne) sera une revendication centrale, ce qui semble lui donner raison rétrospectivement. Mais tel n'est pas le cas de la plupart des formations politiques généralement taxées de « populisme » de par le monde. Enfin, sur le troisième point, caractériser le « populisme » par une revendication identitaire menant à la xénophobie est pour le moins réducteur. Pour reprendre cet exemple récent, le mouvement des Gilets Jaunes a montré que les groupes de citoyens les plus actifs qui l'animaient se sont efforcés de dépasser tout clivage de type ethno-identitaire (qui aurait bien fait les affaires du pouvoir politique en place), de même qu'ils se sont défiés de toute récupération politique, que cette dernière provienne de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. Apolitiques et primo-manifestants pour la plupart, les Gilets Jaunes cherchaient précisément à dépasser leurs divisions internes pour affirmer en retour leur point commun : « le rejet et la dénonciation des élites économiques, sociales et politiques » (Bendali et al., 2019).

Ainsi, tout comme celle de « complotisme » dans les polémiques occasionnées par la crise du Covid, la notion de « populisme » n'est pas une catégorie analytique. C'est en effet « une catégorie éminemment floue, aux usages multiples et contradictoires », « qui fonctionne autant comme épouvantail que comme principe de mobilisation ou catégorie d'analyse » (Ihl et al., 2003, 11). En réalité, le « populisme » est une catégorie normative, de type moralo-politique, stigmatisant la remise en cause de la légitimité des élites dominantes à travers un appel direct au peuple (Collowald, 2005 ; Tarragoni, 2019). Jacques Rancière (2011) l'a expliqué clairement à sa manière. Il a d'abord rappelé que c'était le discours dominant qui

caractérisait le populisme par ces trois traits essentiels (que Rosanvallon reprenait pourtant d'emblée à son compte) : « *un style d'interlocution qui s'adresse directement au peuple par-delà ses représentants et ses notables ; l'affirmation que gouvernements et élites dirigeantes se soucient de leurs propres intérêts plus que de la chose publique ; une rhétorique identitaire qui exprime la crainte et le rejet des étrangers* ». Et Rancière (2011) de commenter : « *Il est clair pourtant qu'aucune nécessité ne lie ces trois traits. Qu'il existe une entité appelée peuple qui est la source du pouvoir et l'interlocuteur prioritaire du discours politique, c'est la conviction qui animait les orateurs républicains et socialistes d'antan. Il ne s'y lie aucune forme de sentiment raciste ou xénophobe. Que nos politiciens pensent à leur carrière plus qu'à l'avenir de leurs concitoyens et que nos gouvernants vivent en symbiose avec les représentants des grands intérêts financiers, il n'est besoin d'aucun démagogue pour le proclamer. La même presse qui dénonce les dérives 'populistes' nous en fournit jour après jour les témoignages les plus détaillés* » (ibid.). L'essentiel de son analyse arrive : « *la notion de populisme construit un peuple caractérisé par l'alliage redoutable d'une capacité - la puissance brute du grand nombre - et d'une incapacité - l'ignorance attribuée à ce même grand nombre. Pour cela, le troisième trait, le racisme, est essentiel. Il s'agit de montrer à des démocrates toujours suspects d'angélisme', ce qu'est en vérité le peuple profond : une meute habitée par une pulsion primaire de rejet qui vise en même temps les gouvernants qu'elle déclare traîtres, faute de comprendre la complexité des mécanismes politiques, et les étrangers qu'elle redoute par attachement atavique à un cadre de vie menacé par l'évolution démographique, économique et sociale* » (ibid.).

En définitive, le « populisme » apparaît comme l'épouvantail installé par le discours dominant pour mieux réduire au silence toute critique à son encontre : « *peu importe à ceux qui en agitent le fantôme. L'essentiel, pour eux, est d'amalgamer l'idée même du peuple démocratique à l'image de la foule dangereuse. Et d'en tirer la conclusion que nous devons nous en remettre à ceux qui nous gouvernent et que toute contestation de leur légitimité et de leur intégrité est la porte ouverte aux totalitarismes. 'Mieux vaut une république bananière qu'une France fasciste', disait un des plus sinistres slogans antilepénistes d'avril 2002. Le battage actuel sur les dangers mortels du populisme vise à fonder en théorie l'idée que nous n'avons pas d'autre choix* » (ibid.). Et il en va de même avec le prétendu danger mortel du complotisme. Le peuple est sot, le peuple est violent, le peuple est incivil, tel est le fond des rhétoriques anti-démocratiques qui fleurissent un peu partout en Occident depuis la chute du Mur de Berlin et qui invitent à privilégier au contraire « le gouvernement des experts », c'est-à-dire celui des élites néo-libérales détenant tant le capital économique que le pouvoir politique (Rancière, 2005)⁹. Or c'est bien cette captation oligarchique et capitaliste du jeu démocratique que les « populismes » remettent en question un peu partout en Occident et qui demeure largement impensée (Brown, 2018). A titre d'exemple, le hasard du calendrier a fait coïncider l'élection américaine avec la publication de la traduction du livre de l'historien

⁹ C'est ainsi qu'un « fact checker » du journal *Le Monde*, William Audureau, nouvel expert auto-proclamé sur le sujet, en vient à déclarer que « le marxisme est un complotisme » dès lors qu'il oppose « le grand capital et le prolétariat » (France 5, « *C l'hebdo* », 31 octobre 2021).

quantitativiste Peter Turchin, qui fait de la « surproduction d'élites », de leur « captation des richesses » et de l'accroissement des inégalités à tous points de vue qui en résulte l'explication principale du grand malaise actuel des démocraties occidentales (Turchin, 2024).

3. L'incapacité à penser la captation oligarchique et capitaliste du jeu démocratique. L'exemple de la santé publique

Aux Etats-Unis, c'est donc Trump qui a été élu au terme d'une séquence politico-médiatique où la plupart des commentateurs se sont focalisés sur les questions de l'immigration et de l'avortement, parce que cela permettait d'enfermer le débat dans la dénonciation morale du racisme et du machisme. Or cette posture d'une part ne nous informe ni sur l'évolution de l'immigration et des rapports hommes/femmes dans la société américaine ni sur les motivations des dizaines de millions de citoyens ayant donné leur voix au candidat Trump, d'autre part occulte d'autres aspects de son programme politique qui méritent pourtant d'être analysés sérieusement. Ainsi en est-il de la question de la santé publique, où le (grand) écart entre le discours politico-médiatique dominant et la réalité est particulièrement marqué, et où la soumission des élites néo-libérales aux logiques du capitalisme financier est parmi les plus fortes.

Le 14 novembre 2024, Trump a nommé Robert Kennedy Jr Secrétaire d'Etat à la santé en déclarant : *« Pendant trop longtemps, les Américains ont été écrasés par le complexe agroalimentaire et les sociétés pharmaceutiques qui se sont livrées à la tromperie et à la désinformation en matière de santé publique. La sécurité et la santé de tous les Américains sont le rôle le plus important de toute administration, et le [Secrétariat d'Etat à la Santé] jouera un rôle important en contribuant à garantir que tout le monde sera protégé des produits chimiques, polluants, pesticides, produits pharmaceutiques et additifs alimentaires nocifs qui ont contribué à la crise sanitaire écrasante dans ce pays. M. Kennedy ramènera ces agences aux traditions de la recherche scientifique de référence et aux lumières de la transparence, pour mettre fin à l'épidémie de maladies chroniques et pour rendre à l'Amérique sa grandeur et sa santé »*. A quoi R. Kennedy a répondu en déclarant : *« Ensemble, nous allons mettre un terme à la corruption, mettre un terme aux échanges entre l'industrie et le gouvernement et ramener nos agences de santé à leur riche tradition de référence scientifique fondée sur des preuves. Je fournirai aux Américains la transparence et l'accès à toutes les données afin qu'ils puissent faire des choix éclairés pour eux-mêmes et leurs familles »*.

Comme l'on pouvait s'y attendre, cet événement a été accueilli par la presse dominante avec une peur et un mépris certains, à l'image du journal dit « de référence » (*Le Monde*) qui, reprenant en réalité une dépêche de l'AFP, titrait : *« Donald Trump nomme l'antivax et conspirationniste Robert F. Kennedy Jr ministre de la santé »* (14 novembre 2024). Nulle analyse de fond, et nulle retenue face à un avenir qui n'est pas encore écrit. Toute parole et toute action du nouveau dirigeant nommé est par avance discréditée, en recourant pour se faire à l'attaque *ad personam*. Même chose du côté du *Figaro* qui titrait : *« Antivax notoire et conspirationniste : qui est Robert Kennedy Jr, nommé par Donald Trump au poste de ministre*

de la santé ? », et précisait dans le chapô : « *La nomination de cet adepte de théories farfelues, à rebours de toutes les connaissances scientifiques établies, inquiète déjà beaucoup outre-Atlantique* » (7 novembre 2024). La journaliste auteure de l'article (C. Thibert) est une habituée de cette figure de style. Elle joua, avec d'autres, un rôle non négligeable dans la diabolisation de Didier Raoult durant la crise du Covid (Mucchielli, 2022b, 2024a). La logique est toujours la même : tenter de discréditer *par avance* la personne, s'évitant ainsi d'avoir à penser les questions de fond qu'elle soulève.

Or ce sont bien ces questions de fond qui expliquent qu'un homme politique *issu du camp démocrate* (il s'était présenté contre Biden à la primaire) ait choisi (comme sa collègue Tulsi Gabbard) de rallier le camp de Trump, et que ce dernier lui ait fait confiance. Il n'y a dans tout cela rien de « farfelu » et surtout rien de vraiment surprenant. Car Kennedy, qui est avocat de métier, qui a travaillé pour une ONG environnementale pendant de longues années et qui est l'un des artisans du procès historique de Monsanto en 2018, connaît très bien les questions alimentaires et sanitaires. Sur la crise du Covid, il a publié trois livres particulièrement sourcés, traduits en Français (Kennedy, 2022 et 2024 ; Kennedy, Hooker, 2024), que les journalistes (et la plupart des intellectuels) se sont bien gardés de lire et de commenter. Kennedy y documente la calamiteuse gestion politico-sanitaire de la crise du Covid et l'ampleur des phénomènes de corruption suscités par les industries pharmaceutiques et les philanthrocapitalistes comme Bill Gates au sein du monde de la recherche biomédicale, au sein des agences publiques de régulation et jusqu'au sein des institutions internationales (OMS et UE). Et son analyse corrobore largement celle qu'ont faite de nombreux savants non-conformistes dans tous les pays (voir, en France, celle nous avons proposée avec un collectif de chercheurs et de médecins [Mucchielli, 2022a]), savants dont le point commun est d'avoir été lourdement ostracisés, censurés et invisibilisés dans les médias et sur les réseaux sociaux contrôlés par les géants du numérique (Liester, 2022 ; Shir-Raz et al., 2022 ; Mucchielli, 2022c).

La nomination de Kennedy n'est pas un acte politique isolé, c'est un symbole fort et qui s'accompagne d'autres nominations tout aussi significatives. Ainsi, c'est l'un de ces savants ostracisés et censurés durant la crise du Covid, le spécialiste de santé publique Jay Bhattacharya, professeur à l'université de Stanford, qui a été choisi par l'équipe de Trump pour occuper l'important poste de directeur des Instituts nationaux de la santé (NIH) (*Washington Post*, 27 novembre 2024). Bhattacharya est l'un des trois auteurs de la Déclaration de Great Barrington, en octobre 2020, qui critiquait fortement la gestion politico-sanitaire de la crise du Covid, en particulier la dramatisation induite de la dangerosité de l'épidémie et la violence matérielle et psychologique des mesures de confinement pour les populations, prônant en retour une approche de protection ciblée sur les seules personnes vulnérables. La Déclaration a été signée par plusieurs centaines de milliers de médecins et de scientifiques de par le monde¹⁰, dont le point commun est donc aussi d'avoir intensément ostracisés et invisibilisés durant la crise, afin de faciliter la rhétorique des prétendus « consensus scientifiques » (Mucchielli, 2023b). Et ce n'est pas tout. Trump a également

¹⁰ <https://gbdeclaration.org/>

nommé Marty Makary à la tête de la grande agence sanitaire américaine (la *Food and Drug Administration* [FDA]). Makary est un autre grand spécialiste de santé publique, diplômé de Harvard, médecin et professeur à l'université John Hopkins, auteur d'un livre récent fustigeant la financiarisation du système de santé américain (Makary, 2019) et qui a également pris des positions critiques claires durant la crise du Covid, estimant notamment que le gouvernement américain avait répandu de nombreuses fausses informations, que l'immunité naturelle était bien supérieure à l'immunité vaccinale, qu'il était inutile et même contraire à leur intérêt d'obliger les enfants à porter des masques et à recevoir des injections de vaccins ARNm.

Encore une fois, ces nominations sont des actes politiques forts. Et ce n'est sans doute pas un hasard si le *British Medical Journal* (BMJ), une des rares grandes revues dont les directeurs ont su garder leur intégrité et leur sens critique durant la crise du Covid, a publié un éditorial réclamant la « tolérance zéro » pour les conflits d'intérêts et la corruption qui minent les sciences médicales quelques jours après la nomination de Kennedy (Van Tulleken et *al.*, 2024). Le nouveau ministre de la Santé a en effet posé deux ambitions fondamentales dont l'avenir dira s'il parvient ou non à les mettre en œuvre et, si oui, avec quels résultats.

La première est de lutter de toutes ses forces contre les pratiques mercantiles des industries pharmaceutiques et la corruption qu'elles entretiennent dans les instances sanitaires chargées de définir et mettre en œuvre la santé publique. Et Kennedy ne se contente pas de généralités, il étaye des accusations précises contre des entreprises et des personnalités américaines et européennes. Est-ce un hasard si l'annonce de sa nomination a entraîné immédiatement une chute de la cote boursière des principaux industriels pharmaceutiques américains à commencer par Pfizer et Moderna (*Les Echos*, 15 novembre 2024) ? Serait-ce une simple « coïncidence », comme celle qui a vu le PDG de Pfizer, Albert Bourla, empocher 5,6 millions de dollars en revendant 60 % de ses actions du groupe le 9 novembre 2020, juste après le communiqué de presse annonçant que l'industriel avait réussi à mettre au point le vaccin prétendument « sûr et efficace » que le monde entier était censé attendre (*CNN Business*, 11 novembre 2020) ? N'y a-t-il aucune corruption à dénoncer lors que l'on constate par exemple que l'approvisionnement en vaccins anti-Covid d'un demi-milliard d'européens a été négocié par SMS privés entre la présidente de l'Union Européenne (UE) et le PDG de Pfizer, pour un montant d'environ 35 milliards d'euros, au mépris de toutes les procédures démocratiques et de toutes les règles déontologiques (Balcan, 2024) ? Peut-on ignorer les rapports officiels faisant état d'une corruption au sein de l'UE pouvant atteindre jusqu'à 1 000 milliards d'euros, soit plus de 6 % du PIB de l'Europe (Hafner et *al.*, 2016) ? Toutes ces questions fondamentales disparaissent dans « l'analyse » proposée par la presse française et par nombre d'intellectuels (ou réputés tels).

La seconde ambition majeure de Kennedy est d'enrayer la dégradation tendancielle de la santé générale des citoyens américains. Et ceci, à nouveau, correspond à une réalité massive. L'augmentation continue de l'obésité et du diabète mais aussi des consommations de drogues et de médicaments, le terrible scandale des opioïdes et finalement le retournement historique de la courbe de l'espérance de vie à la naissance aux Etats-Unis (Barbieri, 2019), sont autant d'indices de l'importance de cet enjeu pour la population américaine (*cf.* Case et Deaton

[2021] pour un aperçu en Français de ces problématiques et de cette bibliographie). Force est ainsi de constater une fois encore que les commentaires journalistiques français sont véritablement indigents au regard de l'importance des enjeux soulevés.

Conclusions

Qu'il s'agisse du mouvement des Gilets jaunes, des succès électoraux du RN en France et de Trump aux Etats-Unis (pour ne parler que de ces deux pays), mais aussi du « Non » français de 2005 lors du référendum sur l'adhésion au Traité de Lisbonne, du Brexit ou de la crise internationale du Covid, la même question problème revient sans cesse dans l'histoire contemporaine des démocraties occidentales. C'est la question des oligarchies, conceptualisée en sociologie politique dès le début du XX^{ème} siècle (Genieys, 2011). Le peuple (dans la diversité qui a toujours été la sienne) conteste les décisions des « élites » (elles-mêmes diverses) car il estime que ces dernières n'agissent pas en priorité dans l'intérêt général mais dans leur intérêt propre, ce dernier ayant toujours été l'accumulation du pouvoir et de la richesse (Winters, 2011). C'est la démocratie sans le peuple (Colliot-Thélène, 2011). Le journaliste et écrivain Hervé Kempf a également résumé le problème : « *Sommes-nous en dictature ? Non. Sommes-nous en démocratie ? Non plus. Les puissances d'argent ont acquis une influence démesurée, les grands médias sont contrôlés par les intérêts capitalistes, les lobbies décident des lois en coulisses, les libertés sont jour après jour entamées. Dans tous les pays occidentaux, la démocratie est attaquée par une caste. En réalité, nous sommes entrés dans un régime oligarchique, cette forme politique conçue par les Grecs anciens et qu'ont oubliée les politologues : la domination d'une petite classe de puissants qui discutent entre pairs et imposent ensuite leurs décisions à l'ensemble des citoyens* » (Kempf, 2011). L'un des drames de cette évolution (il en est d'autres, chez les intellectuels notamment) est qu'elle a donc emporté le journalisme avec lui. Serge Halimi l'avait annoncé il y a plus de vingt ans : « *En ne rencontrant que des 'décideurs', en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit. Il a précipité l'appauvrissement du débat public* » (Halimi, 2005). Jamais les journalistes n'ont autant revendiqué ce que Bourdieu (1996) appelait « le monopole de l'information légitime », jamais (sauf en temps de guerre [Delporte, 2006]) ils ne se sont autant crus investis du devoir d'éduquer le peuple (« sermonner le public plutôt que critiquer le pouvoir », écrit justement Sophie Eustache [2020]), et jamais ils n'ont été pourtant aussi éloignés de la description et donc de la compréhension de la vie quotidienne de ce même « peuple ».

Concluons. Les entreprises de presse sont de plus en plus dépendantes des financements des milliardaires qui les possèdent, des « partenariats » qu'elles créent avec les géants du numérique et, en France, des subventions de l'Etat. Les principes d'éthique professionnelle qui avaient conduit en 1971 à la rédaction de la Charte de Munich (neutralité, indépendance tant vis-à-vis des propriétaires des journaux que des pouvoirs publics, défense de la liberté d'information, d'expression, de commentaire et de critique, respect de la vie privée,

rectification des erreurs...) sont en train de disparaître sous nos yeux. Le « journalisme d'information » s'est mué en un « journalisme de communication » (Leteinturier, 2014). Tout se passe même comme si la fonction des médias n'était plus de rendre compte des évolutions de nos sociétés en se tenant à distance des puissances politiques et financières, mais bien plutôt de relayer la vision du monde (jusqu'aux catégories même de pensée) et les intérêts des puissances en question, en se posant face aux citoyens comme « des petits directeurs de conscience », comme disait encore Bourdieu (1996). Elles seraient le camp du Bien luttant contre celui du Mal, elles seraient « *les Lumières* » luttant contre « *l'obscurantisme* », elles seraient les élites compétentes et éclairées luttant contre le « *populisme* » et le « *complotisme* », etcetera.

Il y a urgence à se déprendre de cette représentation de nos sociétés reposant sur un mépris social et un élitisme évidents, représentation qui conduit à considérer le peuple comme une masse d'idiots se précipitant pour élire de dangereux « leaders charismatiques », comme ils se précipiteraient pour adhérer à n'importe quelle « fake news » et adopter n'importe quelle « théorie du complot », ce qui justifierait en retour la censure et la mise à l'index, ainsi que la crise du Covid l'a massivement illustré (Mucchielli, 2023b ; 2024b). A l'image des résultats électoraux américains et français de l'année 2024, cette vision du monde de type aristocratique ¹¹ ne peut que se heurter tôt ou tard au mur du réel. On devrait même se demander dans quelle mesure elle ne précipite pas les évolutions qu'elle dénonce, en exacerbant les affects qui sous-tendent l'adhésion aux discours de rejet du « système » (Rosanvallon, 2020). Or c'est bien ce réel qu'il faudrait analyser sereinement si l'on souhaite comprendre les évolutions de nos sociétés et participer de façon constructive au débat démocratique. On ne saurait le faire qu'en sortant des postures d'indignation moralisatrices qui paralysent la réflexion et stérilisent le débat.

[Texte rédigé en novembre 2024]

Références

- Abdouni S., Buresi G., Delmas F. (2024), « En 2023, la hausse du niveau de vie couvre la moitié du surcoût lié à l'inflation pour les 20 % les plus modestes et plus de la totalité pour les 20 % les plus aisés », in *France. Portrait social 2024*, INSEE Références, p. 57-68.
- Amengay A., Durovic A., Mayer N. (2017), « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, 67 (6), p. 1067-1087.
- Araud G. (2020), « Les électeurs de Trump », *Pouvoirs*, 172, p. 19-28.

¹¹ Qui n'est pas sans rappeler « cette certitude propre à une classe de monopoliser la définition culturelle de l'être humain et donc des hommes qui méritent pleinement d'être reconnus comme tels » (Grignon, Passeron, 1989, 32).

- Baldan F. (2024), *Ursula Gates. La compromission par les lobbys*, Bruxelles, Droits et Libertés.
- Barbieri, M. (2019), « La baisse de l'espérance de vie aux États-Unis depuis 2014 », *Population & Sociétés*, 570 (9), p. 1-4.
- Bendali Z., Challier R., Della Sudda M., Fillieule O. (2019), « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 128 (4), p. 143-177.
- Berr E., Billot S., Marie J. (2024), *Inflation. Qui perd ? Qui gagne ? Pourquoi ? Que faire ?*, Paris, Seuil.
- Bourdieu P. (1991), « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 89, p. 3-46.
- Bourdieu P. (1996), *Sur la télévision*, Paris, Raison d'Agir.
- Brown W. (2018), *Défaire le Dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Case A., Deaton A. (2021), *Morts de désespoir. L'avenir du capitalisme*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Chollet M., Cyran O., Fontenelle S., Reymond M. (2009), *Les éditocrates. Ou comment parler de (presque) tout en racontant (vraiment) n'importe quoi*, Paris, La Découverte.
- Cohen D. (2010), *La nature du peuple. Les formes de l'imaginaire social (XVIII^e-XXI^e siècles)*, Paris, Champ Vallon.
- Colliot-Thélène C. (2011), *La Démocratie sans «Demos»*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Collovald, A. (2005), « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès. La Revue*, 42 (2), p. 154-160.
- Crépon S., Dezé A., Mayer N., dir., (2015), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- Dargent C. (2004), « La religion, encore et toujours », in Cautrès B., Mayer N. (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 161-183.
- Delporte C. (2006), « De la propagande à la communication politique. Le cas français », *Le Débat*, 133, 1, p. 30-47.
- Dorna A. (1999), *Le populisme*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Dorna A. (2005), « Le populisme, une notion peuplée d'histoires particulières en quête d'un paradigme fédérateur », *Amnis*, 5 [[en ligne](#)].
- Eustache S. (2020), « 'Désinfox', embarrassant miroir », *Le Monde Diplomatique*, n°172.
- Fassin E. (2024), « Le vote masculiniste a fini par l'emporter sur le vote féministe », *Le Monde*, 12 novembre [[en ligne](#)].
- Fauray F. (2024), *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, Paris, Seuil.
- Fourquet J. (2019), *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, Seuil.
- Fourquet J., Manternach S. (2024), *Comprendre la géographie du vote RN en 2024*, Paris, Institut Terram.
- Franck T. (2013), *Pourquoi les pauvres votent à droite ?*, Marseille Agone.

- Franck T. (2018), *Pourquoi les riches votent à gauche ?*, Marseille Agone.
- Genieys W. (2011), *Sociologie des élites*, Paris, Armand Colin.
- Green T., Fazi T. (2023), *The Covid Consensus. The Global Assault on Democracy and the Poor. A critique from the Left*, London, Hurst.
- Grignon C., Passeron J.-C. (1989), *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et littérature*, Paris, Seuil.
- Guilluy C. (2014), *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion.
- Hafner M. et al. (2016), *The Cost of Non-Europe in the area of Organised Crime and Corruption. Annex II : Corruption*, Strasbourg, European Parliamentary Research Service.
- Halimi S. (2005), *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raison d'Agir, 2ème éd.
- Ihl O., Lardic J., Vial É. (2003), « Introduction », in Chêne J., Ihl O., Vial É., Waterlot G. (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, p. 9-23.
- IPSOS (2024a), *Sociologie des électorats et profil des abstentionnistes, Elections législatives*, Paris, Ipsos [[en ligne](#)].
- IPSOS (2024b), *Elections législatives 2024. Comprendre le vote*, Paris, Ipsos [[en ligne](#)].
- Kandar, La Croix (2023), *La confiance des Français dans les médias*, Paris.
- Kempf H. (2011), *L'Oligarchie, ça suffit, vive la démocratie*, Paris, Seuil.
- Klein N. (2024), « Nous avons besoin d'un populisme écologique », *Reporterre*, 15 novembre [[en ligne](#)].
- Kennedy Jr. R. (2022), *Anthony FAUCI, Bill GATES et Big Pharma. Leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique*, Ferrières, Marco Pietteur.
- Kennedy Jr. R. (2024), *Labo P4 Wuhan : Que nous a-t-on caché ? La terrifiante course aux armes biologiques*, Ferrières, Marco Pietteur.
- Kennedy Jr. R., Hooker B. (2024), *Vacciné, Non-Vacciné. Qui est en meilleure santé ?*, Ferrières, Marco Pietteur.
- Lasch C. (1996), *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Flammarion.
- Leteinturier C. (2014), « Les journalistes face à la communication », *Hermès. Le revue*, 70, p. 50-55.
- Liester M. (2022), « The suppression of dissent during the COVID-19 pandemic », *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 11 (4), p. 53-76.
- Lordon F. (2017), « Le complot des anti-complotistes », *Le Monde Diplomatique*, octobre, 3.
- Makary M. (2019), *The price we pay. What broke american health care - and how to fix it*, Londres, Bloomsbury.
- Martin-Lagarrette J.-M. (2021), « 'Complotiste' : un mot-valise qui élude un débat difficile », *Les cahiers du journalisme et de l'information*, 7, p. 23-28.
- Mills C. W. (1969), *L'élite au pouvoir*, trad. Paris, Maspéro.
- Mucchielli L. (2020), *La France telle qu'elle est. Pour en finir avec la complainte nationaliste*, Paris, Fayard.
- Mucchielli L. (2022a), *La Doxa du Covid*, 2 tome (1: *Peur, santé, corruption et démocratie* ; 2 : *Enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise*, Bastia, Eoliennes.

- Mucchielli L. (2022b), « Le complotisme pour les nuls », in Mucchielli L. (dir.), *La Doxa du Covid*, Tome 2, Bastia, Eoliennes, p. 161-172.
- Mucchielli L. (2022b), « La crise sanitaire a révélé l'inquiétant déclin du journalisme », in Mucchielli L. (dir.), *La Doxa du Covid*, Tome 2, Bastia, Eoliennes, p. 239-272.
- Mucchielli L. (2022c), « La pensée confinée. Une analyse de la fabrique de l'information légitime durant la crise sanitaire », in N. Chapon (dir.), *Le confinement. Genèse, impacts et controverses*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, p. 79-102.
- Mucchielli L. (2023a), *Défendre la démocratie : une sociologie engagée*, Bastia, Eoliennes.
- Mucchielli L. (2023b), « The Covid Doxa : how propaganda, censorship and the politicization of Covid have destroyed our intellectual and moral bearings », *Kritische Gesellschaftsforschung / Critical Society Studies*, 3, p. 380-402.
- Mucchielli L. (2024a), « Communication et propagande partout, journalisme nulle part. Réflexions sur le comportement des journalistes français durant la crise sanitaire (2020-2022) », in Bilheran A. (dir.), *Corruption et fraude dans la crise Covid depuis 2020*, Paris, Trédaniel, p. 109-149.
- Mucchielli L. (2024b), « 'L'obscurantisme au pouvoir' ou la régression de l'esprit scientifique au début de 21ème siècle », *Dogma. Revue de philosophie et de sciences humaines*, 28, p. 37-50.
- Nardon, L. (2018), *Les Etats-Unis de Trump en 100 questions*, Paris, Tallandier.
- Rancière J. (2005), *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.
- Rancière J. (2011), « Non, le peuple n'est pas une masse brutale et ignorante », *Libération*, 3 janvier.
- Rosanvallon P. (2011), « Penser le populisme », *La Vie des Idées*, 27 septembre [[en ligne](#)].
- Rosanvallon P. (2020), *Le siècle du populisme. Histoire, théorie, critique*, Paris, Seuil.
- Rouban L. (2024), *Les ressorts cachés du vote RN*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Shir-Raz, Y., Elisha, E., Martin, B., Ronel N., Guetzkow J. (2022), « Censorship and Suppression of Covid-19 Heterodoxy: Tactics and Counter-Tactics », *Minerva*, 61, p. 407-433.
- Tarragoni F. (2019), *L'esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte.
- Turchin P. (2024), *Le Chaos qui vient. Élités, contre-élites, et la voie de la désintégration politique*, Paris, Le Cherche Midi.
- Van Tulleken C., Rollins N., Coombes R. (2024), « Conflicts of interest : moving towards zero tolerance », *British Medical Journal*, 387, q2574 (19 novembre).
- Winters J. A. (2011), *Oligarchy*, Cambridge, Cambridge University Press.